

PAR COURRIEL

Québec, le 1^{er} février 2024



N/Réf. : 91414

Objet : Votre demande d'accès aux documents



Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 12 janvier dernier, laquelle vise à obtenir :

« **Personnel de direction** »

- Tout document détaillant ou établissant les échelles de traitement du personnel d'encadrement ou de direction de la fonction publique pour les années 2015 à 2024.
- Tout document détaillant ou établissant les politiques concernant toute forme de rémunération, variable ou non, ou d'avantages offerts au personnel d'encadrement ou de direction de la fonction publique pour les années 2015 à 2024.
- Tout document détaillant ou établissant la classification (salariale) de chaque poste du personnel d'encadrement ou de direction de la fonction publique pour les années 2015 à 2024.

Cadres juridiques

- Tout document détaillant ou établissant les échelles de traitement des cadres juridiques de la fonction publique pour les années 2015 à 2024.
- Tout document détaillant ou établissant les politiques concernant toute forme de rémunération, variable ou non, ou d'avantages offerts des cadres juridiques de la fonction publique pour les années 2015 à 2024.
- Tout document détaillant ou établissant la classification (salariale) de chaque poste de cadres juridiques de la fonction publique pour les années 2015 à 2024. »

... 2

Vous trouverez ci-joints les documents détenus par le Secrétariat du Conseil du trésor en lien avec votre demande.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièce jointe une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer, [REDACTED], nos salutations distinguées.

Original signé

Maxime Perreault
Responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).